

## **LES VICTIMES DU 26 MARS 1962 ENFIN HONORÉES SOLENNELLEMENT**

Enregistré dans : [Les victimes de la guerre d'Algérie](#) — 10 décembre, 2009 @ 15:25

**Le 5 décembre 2009, marquera désormais l'aboutissement du long combat mené par l'Association des Familles de Victimes du 26 mars 1962 et de leurs Alliés. Il aura fallu à sa Présidente, Mme Nicole Ferrandis, plus de 7 années de démarches, d'entretiens, de contacts avec les élus et leurs conseillers, avec les équipes gouvernementales et présidentielles successives. Il lui aura fallu soumettre aux Présidents de la Mission Interministérielle aux Rapatriés une suite de projets, amendés, modifiés, de rédactions de messages... Il lui aura fallu argumenter, convaincre pour enfin obtenir l'adhésion, emporter l'accord... Il aura fallu aux familles éprouvées attendre plus de 47 ans après l'épouvantable tragédie pour que la mémoire de leurs Morts soit enfin " pleinement reconnue, respectée et honorée " par la Nation.**

Eh bien, voilà, c'est fait. Le 5 décembre dernier, à Paris, Quai de Branly, devant le Monument dédié aux " Morts pour la France " durant la guerre d'Algérie et les Combats du Maroc et de Tunisie, M Hubert FALCO, Secrétaire d'Etat à la Défense et aux Anciens Combattants, prononçait un discours chargé d'émotion, rendant pour la première fois un hommage solennel et appuyé aux Victimes du 26 mars 1962, rue d'Isly à Alger. Ces victimes avaient été laissées pour compte lors de l'apposition de la plaque à la mémoire des victimes civiles françaises. Cette lacune volontaire, cette exclusion insupportable est désormais levée. La faute est réparée... L'Histoire seule jugera le crime d'Etat...

Dans quelque temps, comme l'a demandé l'Association des Familles des Victimes du 26 mars 1962 et de leurs Alliés, la liste nominative des Français d'Algérie tombés ensemble en cette journée fatidique défilera sur la colonne centrale du Monument. Seront ensuite inscrits les noms des victimes civiles françaises au fur et à mesure de leur identification.

L'ANFANOMA et FRANCE-HORIZON, qui ont soutenu de toute leur conviction cette juste cause défendue par l'Association des Familles de Victimes du 26 mars 1962 et de leurs Alliés, se réjouissent de cette excellente décision.

Yves Sainsot

### **Intervention de M. Hubert Falco Secrétaire d'Etat à la Défense et aux Anciens Combattants**

**Samedi 5 décembre 2009**

Je suis venu aujourd'hui rendre l'hommage de la République aux 25 000 soldats français tombés pendant la guerre d'Algérie, les combats du Maroc et de la Tunisie. Appelés du contingent, militaires, harkis, membres des forces supplétives, ils ont répondu à l'appel de la Nation. Ils ont servi la France à l'un des moments les plus douloureux de son histoire. Quand tout semblait vaciller, quand le pays semblait succomber aux pires divisions et aux troubles les plus graves, quand la République elle-même semblait défaillir, ils ont tenu. Nous n'oublions pas leur sacrifice, nous n'oublions pas leur mémoire. Nous voulons que plus jamais un tel conflit ne puisse se reproduire. Nous voulons poursuivre l'œuvre de réconciliation des mémoires, nous voulons construire un avenir de paix, de compréhension, de confiance et d'amitié avec nos voisins du Sud de la méditerranée. Je suis venu aujourd'hui dire la reconnaissance de la République à tous les anciens combattants d'Afrique du Nord. De 1952 à 1962, ils ont été plus d'un million et demi venus de toutes les régions de France et appelés à servir par-delà la Méditerranée, sur cette terre, si belle et si proche, qui resterait à jamais gravée dans leur cœur et leur mémoire. Ils y ont appris le devoir, le courage, la fraternité des armes. Ils ont appris combien être français exigeait de sacrifice. Ils ont vu leurs camarades tomber. Dans le bled, le désert ou le djebel, ils ont traversé les plus terribles épreuves, celles qui vous marquent à jamais et font de vous des hommes. Je veux leur dire, aujourd'hui, à tous, notre respect et notre reconnaissance. Je suis venu, aussi, rendre l'hommage de la Nation à la mémoire des civils français tombés pendant la guerre d'Algérie. Ils aimaient la France et ils aimaient cette terre algérienne à laquelle ils avaient, depuis des générations, tant donné : leur travail, leur joie et leur peine, leur vie toute entière. Le président de la

République l'a dit avant moi : oui, le système colonial était injuste par nature. Mais nous n'oublions pas tous ces Français d'Algérie qui ont donné le meilleur d'eux-mêmes : ils ont soigné, ils ont éduqué, ils ont cultivé la terre, ils ont construit et modelé l'Algérie contemporaine. Non, l'immense majorité d'entre eux n'était pas des colons arrogants. C'étaient des braves gens ! Je suis venu, enfin, dire, aux harkis et aux rapatriés, qu'en ce jour où la France commémore les victimes de la guerre d'Algérie nous nous souvenons de ce que fut leur tragédie. Nous savons qu'elle ne s'arrêta pas le jour du cessez-le-feu, mais qu'elle se poursuivit, avec combien de douleurs et, parfois, d'horreurs. Ils durent tout quitter : les paysages qui les avaient vus grandir, les maisons qu'ils avaient construites, tout ce qu'ils aimaient et dont ils seraient, désormais, privés.

Ils ont droit au respect.

Mais le respect et la reconnaissance ne se satisfont pas de mots. Il leur faut des preuves. C'est pourquoi, avec le président de la République et le Premier ministre, nous avons choisi de traduire la reconnaissance du pays en décisions et en actions.

La première, c'est la création effective de la Fondation pour la mémoire de la guerre d'Algérie.

Cette fondation est destinée à mener à bien le travail de réconciliation des mémoires en particulier entre la France et l'Algérie. Elle recueillera la parole de tous ceux qui ont été impliqués dans cette période sombre de l'histoire. C'est un long travail qui s'ouvre dès aujourd'hui. Un travail pour honorer la mémoire de tous ceux qui ont souffert, un travail pour l'avenir.

Parce qu'un peuple qui n'a pas de mémoire, un peuple qui ne regarde pas son passé avec le regard exigeant de la vérité, c'est un peuple qui se ment sur lui-même, sur ce qu'il est, c'est un peuple sans avenir.

La seconde décision que nous avons prise, c'est de ne plus permettre que les harkis puissent être insultés, aujourd'hui, en 2009, dans notre pays, sans que les tribunaux ne puissent intervenir. Ils bénéficieront de la même protection face aux insultes que d'autres groupes sociaux. Eux aussi doivent pouvoir se défendre par le droit contre la haine, le racisme et le mépris, comme des faits récents l'ont montré.

Les harkis, notre pays en est fier. Ils ont tout donné, ils ont tout quitté, parce qu'ils avaient fait le choix de notre pays.

Et si l'on veut savoir aujourd'hui ce qu'est l'identité nationale, alors écoutons les harkis. Leur histoire nous dit : être français, c'est choisir la France et l'aimer par-dessus tout.

Enfin, nous avons décidé d'inscrire sur la colonne centrale du monument national du quai Branly le nom des civils français, victimes innocentes de la guerre d'Algérie.

Les premiers noms seront ceux des femmes et des hommes tués lors de la tragédie de la rue d'Isly. Puis, nous instruirons, avec méthode, au fur et à mesure des demandes, l'inscription des noms de toutes les victimes civiles innocentes de cette guerre.

Ainsi, sur ce monument, la nation rendra hommage à ses soldats, comme aux Français morts rue d'Isly à Alger le 26 mars 1962 et à tous nos compatriotes, victimes civiles de la guerre d'Algérie.

Nous le devons aux familles des victimes. Nous le devons à ces femmes et à ces hommes, morts parce qu'ils n'avaient qu'un seul rêve et un seul espoir : continuer à vivre là où ils étaient nés.

La guerre d'Algérie fut une guerre terrible. Elle a eu ses morts, civils et militaires, dont nous honorons aujourd'hui le souvenir. Elle a eu ses blessés. Elle a causé d'immenses souffrances, chez les Français et chez les Algériens. Elle a laissé, dans notre mémoire nationale, des cicatrices profondes.

Aujourd'hui, ce que nous voulons, c'est construire un avenir meilleur, de paix définitive, de compréhension et d'amitié entre les deux peuples.

N'oublions pas ce que fut la guerre d'Algérie. Non pas pour raviver les plaies d'un passé douloureux, mais pour construire une mémoire réconciliée, une mémoire sereine, une mémoire apaisée.